|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………**Arrêté portant mise en congé parental****(Titulaire)**M Grade  |

Le Maire (*ou le Président*) de ……………………………………………………………………………

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique notamment les articles L515-1 à L515-12,

Vu la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,

Vu le décret n°86-68 du 13 Janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration,

Vu le décret n°2020-529 du 5 mai 2020 modifiant les dispositions relatives au congé parental des fonctionnaires et à la disponibilité pour élever un enfant, notamment l’article 7,

*En cas de naissance :* Vu la demande de congé parental en date du ..........................(au moins 2 mois avant le début du congé) au titre de l’enfant .......................... (Prénom et nom de l’enfant), né(e) le ..........................,

*En cas d’adoption :* Vu la demande de congé parental en date du ..........................(au moins 2 mois avant le début du congé) au titre de l’enfant .......................... (Prénom et nom de l’enfant), arrivé(e) au foyer le ..........................,

*En cas de naissance* : Considérant que le congé parental est accordé de droit jusqu’au 3ème anniversaire de l’enfant,

*En cas d’adoption :* Considérant que le congé parental est accordé de droit jusqu’à l’expiration d’un délai de 3 ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou confié en vue de son adoption, lorsque celui-ci est âgé de moins de 3 ans *(ou jusqu’à l’expiration d’un délai d’1 an à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou confié en vue de son adoption si celui-ci est âgé de 3 ans ou plus et de moins de 16 ans).*

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** M………………… est placé(e) en congé parental pour une période de …………… (par périodes de
2 à 6 mois renouvelables sauf dernière période pour assurer le respect de la durée maximale totale autorisée) à compter du ..............……….......................

**ARTICLE 2 :** Pendant cette période, M………………… ne perçoit aucune rémunération.

Il (elle) conserve l’intégralité de ses droits à avancement d’échelon et de grade, dans la limite d'une durée de
5 ans pour l'ensemble de sa carrière. Cette période est assimilée à des services effectifs. S’il (Si elle) bénéficie en outre d’une disponibilité pour élever un enfant, il (elle) conserve, au titre de ces deux positions, l’intégralité de ses droits à l’avancement, dans la limite d’une durée de 5 ans pour l’ensemble de sa carrière.

**ARTICLE 3 :** Le renouvellement du congé parental doit être demandé par écrit au moins 1 mois avant la fin de la période en cours, sous peine de cessation de plein droit du bénéfice du congé parental.

**ARTICLE 4 :** Lorsque le congé parental prend fin, M………………… est réintégré(e) de plein droit, au besoin en surnombre.

Sur sa demande et à son choix, il (elle) est réaffecté(e) soit dans son ancien emploi, soit dans un emploi le plus proche de son dernier lieu de travail ou de son domicile si celui-ci a changé pour assurer l’unité de la famille.

Au moins 4 semaines avant la réintégration, un entretien est organisé afin d’en examiner les modalités.

Si M………………… refuse un emploi relevant de la même collectivité ou établissement public et correspondant à son grade, il est placé en disponibilité d'office pour une durée maximale de 3 ans.

**ARTICLE 5 :** Le congé parental peut également prendre fin de manière anticipée :

* à la demande de M…………………,
* à l’initiative de l’autorité territoriale, lorsqu’il est constaté que le congé n’est pas réellement consacré à élever l’enfant, sur décision motivée et après avoir entendu les observations de M…………………, *(le cas échéant)* de plein droit en cas de retrait de l’enfant confié en vue de son adoption.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général des Services*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

 - au Président du Centre de Gestion de la Charente

 - au Comptable de la collectivité

 Fait à………………………,

 le……………………………

 Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)Notifié le ……………………………..Signature de l’agent : |